

obligés d'en acheter jusqu'à l'automne, après la prochaine récolte ; et comme un grand nombre n'ont pas les moyens d'attendre jusque là, ils sont obligés de s'expatrier pour tâcher de subvenir aux besoins de leurs familles, en allant demander de l'ouvrage à nos voisins. (Écoutez ! écoutez !) Ce mouvement se fait sentir chez la population agricole comme chez la population ouvrière, dans les nouveaux cantons comme dans les anciens. Depuis le commencement de la guerre, il est bon nombre de Canadiens qui, étant revenus des États-Unis pour s'en éloigner, avaient rapporté un petit capital ; voyant l'état des affaires du pays, et ayant épuisé ce capital, ils s'en retournent aux États-Unis, parce qu'ils préfèrent courir tous les risques du tirage au sort et de la guerre, plutôt que celui de vivre misérablement ici. Je répète donc, M. l'ORATEUR, qu'un grand nombre de maisons sont fermées dans les campagnes, dans les nouveaux établissements. Je puis en indiquer par rang et par lot dans les comtés que je représente. Il se fait un travail sourd, mais considérable, des esprits, dans toutes les campagnes situées au sud du St. Laurent, au-dessus de Nicolet et jusqu'à la frontière ; et je vais vous expliquer comment. Dans toute cette partie du pays, il y a un grand nombre de jeunes gens qui vont aux États-Unis pour chercher de l'emploi. Ces enfants du peuple trouvent un champ plus vaste pour leur esprit d'entreprise. De fait, ils sont obligés de s'éloigner du Bas-Canada pour gagner de l'argent. Une fois fixés aux États-Unis, ils correspondent avec leurs parents, qu'ils ont laissés derrière eux. Dans toutes ces correspondances, ils disent comment ils sont bien traités ; ils vantent leur position, la condition qu'on leur fait dans les relations sociales qui existent entre eux et les Américains ; les bons salaires qu'ils obtiennent et l'état de prospérité qu'ils acquièrent sous peu. Non seulement ils correspondent, mais ils viennent en Canada, dans leurs familles, de temps à autre. Là, M. l'ORATEUR, les communications sont encore plus étendues. On raconte tout ce que l'on a vu, tout ce que l'on a entendu, tout ce que l'on a appris. Sachez-le, M. l'ORATEUR, ces communications, ces relations entre les Canadiens fixés aux États et ceux d'ici, font plus, pour établir des sympathies favorables aux Américains dans notre pays, que toutes les gazettes du monde ne le pourraient faire. C'est une partie du cœur du peuple transporté à l'étranger, par

la force des circonstances. Ces relations leur prouvent que les Américains ne sont pas d'aussi horribles monstres qu'on le leur dit dans certains quartiers, et qu'ils ont des institutions politiques bien supérieures aux nôtres ; que chaque homme est l'égal de son voisin, et qu'il possède des droits politiques qu'on ne peut pas lui enlever. Ce travail dont je parle est considérable, et ce ne sont certainement pas des changements comme ceux que l'on propose de faire aujourd'hui, qui peuvent l'arrêter, ni effacer les sentiments de sympathie pour les institutions et le peuple des États-Unis, dans l'esprit de ceux qui entretiennent ces relations. (Écoutez ! écoutez !) Je dis que le peuple du Bas-Canada s'alarme du projet de confédération et des changements inconnus que l'on projette. Je ne veux pas dire que ce sentiment existe dans le district de Québec, car l'on me paraît dormir sur les deux oreilles dans cet endroit, mais il existe certainement, et à un très haut degré, dans le district de Montréal et jusqu'à Trois-Rivières, des deux côtés du fleuve. Et rien n'est plus de nature à désaffectionner la population envers son gouvernement et l'Angleterre, que cette tentative que l'on fait aujourd'hui de lui imposer une nouvelle constitution sans la consulter ; car, il faut bien se le rappeler, nous ne sommes plus dans l'état de société où nous étions en 1812, nous n'avons plus le même ordre d'idées, et l'on se tromperait fort si l'on croyait que le peuple entretient encore les mêmes sentiments qu'alors. (Écoutez ! écoutez !) Je ne veut pas dire que la population soit déloyale. Loin de moi une pareille idée ! Elle est aussi loyale que ceux qui l'accusent de déloyauté ; mais elle veut juger librement des actes de son gouvernement et de ses intérêts ; et il y a une grande différence entre être loyal envers la Grande-Bretagne, et se battre pour un système de gouvernement et un principe qui nous seraient imposés et que l'on n'accepterait qu'à regret. Je dis donc que le peuple est effrayé de la dépense que l'on se propose de faire pour organiser ce qu'on appelle la défense du pays ; et il se demande s'il est juste de vouloir le charger du fardeau de cette défense, dans le cas où il surviendrait une guerre entre nos voisins et l'Angleterre — guerre dans laquelle il n'aurait rien à dire pour l'éviter, et dans laquelle aussi tout son rôle se bornerait à contribuer de son sang et de son argent. Il se demande encore s'il ne vaudrait pas mieux rester dans l'état où